

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIGVARIS

ZI Sud d'Andrézieux
Rue B. Thimonnier - BP 60223
42173 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243-EAR-23-176
Code AIOT : 0006108532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement SIGVARIS implanté Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente visite d'inspection a été réalisée le 17 mars 2022 et a fait l'objet d'un rapport daté du 25 mars 2022 mettant en évidence 3 observations. Par courrier daté du 30 juin 2022, l'exploitant a apporté des éléments de réponse qui ont été examinés au cours de la visite objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGVARIS
- Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0006108532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Sigvaris est spécialisée dans la fabrication de bas médicaux de compression. Au titre du code de l'environnement, c'est une installation classée soumise à autorisation, ce classement provient principalement de l'activité de teinture, apprêt et enduction de produits textiles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation d'eau, prélèvements,
- sécheresse
- rejets, analyses
- suites données inspection 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Autosurveillance	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.5	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.3	/	Sans objet
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.3.6.2	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
10	Autosurveillance	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
12	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
13	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
14	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
15	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
16	Suivi inspection 2022	Rapport du 25/03/2022	/	Sans objet
17	Suivi inspection 2022	Rapport du 25/03/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En application de l'arrêté cadre sécheresse du département de la Loire du 18 avril 2023, l'exploitant a engagé un travail rigoureux visant à démontrer que les prélèvements ont été réduits au minimum afin de pouvoir bénéficier d'un régime d'exemption. Concernant les effluents aqueux, un suivi régulier des rejets est réalisé accompagné de la mise en oeuvre d'actions correctives lorsque des dépassements des valeurs limites d'émissions sont constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- moins 25 % en alerte,- moins 50 % en alerte renforcée,- arrêt en crise Sauf si exemption
Constats : Le site est alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable et le réseau d'eau industrielle, tous deux en provenance de la Loire, au niveau du point de prélèvement dénommé "Bachira" (l'eau industrielle ne subit pas de traitement de la part du gestionnaire). Il est situé au niveau du bassin "LB1 Fleuve Loire Amont" de l'arrêté cadre sécheresse. Ce milieu de prélèvement concerne une petite partie de la commune de St Just St Rambert, la majeure partie de l'eau alimentant la commune provient du bassin "LB4-Forez Ance Mare Bonson" comme mentionné dans l'arrêté cadre sécheresse. Aussi, en cas de sécheresse, pour connaître la situation de l'eau alimentant son site, il convient que l'exploitant surveille la situation du bassin LB1 et non celle concernant le bassin LB4 principalement associé à la commune de St Just St Rambert. L'exploitant a répondu au questionnaire relatif aux critères d'exemptions en situation de sécheresse diffusé par la DREAL en février 2023. Il a déclaré souhaiter relever du régime d'exemption "prélèvements déjà réduits au minimum". En conséquence au vu de sa déclaration, et dès lors qu'il sera en capacité de justifier que les prélèvements sont réduits au minimum (via notamment la constitution d'un plan de sobriété hydrique) lors d'une inspection, il ne sera pas tenu de respecter les réductions de consommation d'eau prévues par le régime général.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants : 1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m3/an et consommation totale inférieure à 7000m3/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m3/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités. 2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le

procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html>

Constats : La consommation en eau du site est de l'ordre de 58 000 m³/an (90 % provient du réseau d'eau industrielle).

90 % de l'eau utilisée est rejetée au réseau d'eaux usées communal après épuration interne. Les effluents rejoignent ensuite la Loire après traitement via la station d'épuration communale. Selon l'exploitant, le point de prélèvement pour l'alimentation et le point de rejet dans le milieu seraient éloignés d'environ 2 km.

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le travail déjà bien engagé pour établir un plan de sobriété hydrique (PSH) destiné à démontrer que les prélèvements ont été réduits au minimum.

La nature de la fibre textile utilisée lors des opérations de teinture influence fortement la consommation d'eau.

A production égale, la consommation d'eau a été diminuée de 39 % en 13 ans.

Des efforts ont notamment été menés sur :

- la composition des produits (pas de CMR, de liquides inflammables ou de comburants utilisés en production)
- réduction du nombre d'opérations de teinture par produit (suppression des triples teintures),
- gains sur les bains de rinçages...

Des projets sont à l'étude pour mener d'autres réductions (notamment, réutilisation des eaux de rinçage des cuves de préparation). L'exploitant a indiqué faire une veille technologique (teinture sans eau, utilisation de fil teint.....).

Bien que ne relevant de la directive IED, l'exploitant a commencé un travail de comparaison avec le BREF textile.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque mois est établi un bilan des quantités commerciales de tissus traités (en kilogrammes) par type de traitement et est calculée la quantité d'eau utilisée par kilogramme de tissu traité. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection et une synthèse lui est annuellement transmise au cours du premier mois de chaque année.
Constats : La consommation spécifique est calculée chaque mois, l'exploitant a présenté le tableau de suivi au cours de la visite. Le ratio est inférieur à 0,2 m3/kg teint.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le schéma existe et a été présenté au cours de la visite. Des relevés des consommations d'eau sont effectués une fois par semaine. Des sous-compteurs ont été mis en place pour suivre l'activité industrielle. Des comparaisons avec le compteur du gestionnaire réseau sont réalisées. Des vérifications "stop-machine" sont effectuées pour détecter les fuites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir déjà réalisé des contrôles par camera d'une partie des réseaux de collecte. Il n'est pas formellement fixé de fréquence minimale.</p> <p>La collecte des effluents au droit des machines de teinture est effectuée via des caniveaux avant de rejoindre les réseaux de collecte (canalisations enterrées). Des opérations de maintenance ou de nettoyage au niveau de ces caniveaux sont réalisées périodiquement. Ils ne font toutefois pas l'objet de contrôles spécifiques formalisés destinés à répondre à la prescription.</p> <p>La visite des installations a permis d'identifier des pistes d'améliorations concernant les repérages des canalisations aériennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poste d'arrivée d'eau : identification des canalisations à améliorer pour bien distinguer le réseau d'eaux industrielles et le réseau d'eau potable, - poste de dépotage station d'épuration : la canalisation de dépotage du coagulant mentionne l'information "chlorure ferrique" alors que ce coagulant n'est plus utilisé et remplacé par un polymère contenant de l'aluminium.
<p>Observations : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formalisera la nature des contrôles à réaliser pour respecter la prescription visée et fixera leur périodicité, - remplacera l'étiquetage du coagulant au niveau du poste de dépotage par le nom du produit approprié et améliorera le repérage des canalisations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet s'effectue dans le réseau d'eaux usées communal, pas de rejet direct au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Le document Burgeap daté de 2013 relatif au volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie remis à l'issue de la précédente inspection mentionne sur un croquis un point n°7 "canal de comptage des eaux industrielles après mélange avec les eaux usées". L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une erreur. Les prélèvements sont effectués directement sur les effluents en sortie de la station d'épuration interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement est facilement accessible, situé à l'extérieur des bâtiments. Il est équipé d'un canal de mesure et d'un préleveur réfrigéré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Au niveau du point de rejet, le débit est enregistré en continu (débitmètre radar, mesure de la hauteur de niveau). Les résultats saisis dans Gidaf depuis Juillet 2022 montrent des dépassements du débit maximum horaire (31 dépassements, Q max horaire mesuré = 43,3 m3/h, valeur limite d'émission = 18 m3/h). L'exploitant a précisé que ces mesures de débit élevé sont principalement liées à la présence de mousse au niveau du rejet, cette dernière présente en surface fausse la mesure du débitmètre. L'exploitant essaie par injections d'anti-mousse de résoudre ce problème. Des commentaires sont saisis dans Gidaf pour apporter des explications à ces dépassements. Il a précisé que la station est programmée pour fonctionner avec un rejet de 13 m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, pH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extrait : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Le pH est enregistré en continu au niveau du point de rejet. Les résultats saisis dans Gidaf depuis juillet 2022 ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission. Au cours de la visite, il a été constaté une différence de valeur de pH entre la mesure effectuée au niveau de la sortie du filtre à sable et celle réalisée au niveau du rejet final. Entre les deux points, il n'y a pas d'injection de produit ni de mélange avec d'autres effluents. - pH affiché en sortie du filtre à sable = 5,7 - pH point de rejet final = 6,7
Observations : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant apportera des explications sur l'origine de ces différences de résultats. Il décrira les actions correctives mises en œuvre et les résultats obtenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des fréquences et des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration, flux et fréquences d'analyses définies à l'article 2.1.3 (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté) :</p>
<p>Constats : Les résultats saisis dans Gidaf sur la période juillet 2022 – mars 2023 montrent principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 dépassements (sur 9 analyses) pour le paramètre Cr (concentration maximale mesurée = 0,62 mg/l ; concentration moyenne Gidaf = 0,19 mg/l ; VLE = 0,1 mg/l) - un dépassement pour le paramètre Fe + Al (concentration maximale mesurée = 11 mg/l ; VLE = 5 mg/l) <p>Depuis la mise en service de la nouvelle station d'épuration (2019), l'exploitant rencontre des difficultés pour maîtriser les rejets en Cr (dont l'origine provient des produits de teinture) et multiplie les investigations et actions correctives.</p> <p>Les causes identifiées pour les dépassements de l'année 2022 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pompes pour injecter le coagulant étaient prévues pour fonctionner avec le chlorure ferrique (coagulant initialement utilisé mais ne permettant pas une bonne maîtrise des rejets). L'utilisation du nouveau coagulant (à base d'aluminium) pourrait être à l'origine de pannes sur les pompes. L'exploitant a dorénavant un stock de membranes de rechange pour assurer la maintenance de ces pompes rapidement, - lorsque le niveau de la cuve de coagulant est proche du niveau bas, des dysfonctionnements sont rencontrés. L'exploitant veille dorénavant à ne pas atteindre le niveau bas identifié comme problématique, - le dépassement en Fe + Al est lié à une injection trop importante de coagulant, l'exploitant a indiqué contrôler le débit de coagulant au moins une fois par semaine, - lors des températures extérieures froides, le coagulant est moins efficace. Le temps de contact doit être augmenté. L'exploitant va travailler sur les vitesses d'agitation pour résoudre le problème. <p>Non-conformité : Les effluents rejetés par Sigvaris ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixées, en particulier pour le chrome et ponctuellement pour le paramètre Fe + Al.</p> <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des rejets en Cr afin de justifier de l'efficacité des actions correctives engagées ou en cours. Si ces mesures sont insuffisantes pour assurer la maîtrise des rejets, les actions complémentaires à mettre en œuvre seront précisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats des analyses sont régulièrement saisis dans Gidaf. Les commentaires nécessaires pour justifier des dépassements et des actions correctives engagées ou programmées sont directement saisis dans l'application.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats sont régulièrement transmis à l'inspection via l'application Gidaf.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats : L'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2022 réglementant les rejets du site impose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour l'autosurveillance qui peut être réalisée par l'exploitant : des analyses sur 9 paramètres pour des fréquences hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles, - une analyse portant sur 19 paramètres (intégrant les 9 paramètres visés par une autosurveillance) une fois par an devant être réalisée par un organisme agréé. <p>Pour le cas des analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance (hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles), l'exploitant réalise lui-même les prélèvements à partir d'un préleveur automatique réfrigéré asservi au débit.</p> <p>Il ne réalise pas les analyses, les échantillons sont transmis à un prestataire d'analyse "laboratoire Eurofins Hydrologie Centre Est basé à Saint-Etienne" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les paramètres MES, DCO, DBO5, Sulfures, Azote Global et Phosphore : Eurofins St Etienne réalise les analyses sous couvert de l'accréditation Cofrac 1-2091 valide jusqu'au 31/01/2027, - pour les paramètres Cr, Fe+Al : Eurofins St Etienne sous-traite les analyses à Eurofins Saverne (accréditation Cofrac 1-1488 valide jusqu'au 31/12/2024), - pour le paramètre HCT : Eurofins St Etienne sous-traite les analyses à Eurofins Maxeville (accréditation Cofrac 1-0685 valide jusqu'au 31/01/2024). <p>Ces 3 laboratoires sont agréés et font partie de la liste accessible sur le site labeau.ecologie.gouv.fr</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Constats : Une fois par an, l'exploitant mandate le laboratoire Bevac pour procéder à l'analyse annuelle fixée par l'arrêté préfectoral. Bevac installe son propre matériel de prélèvement au niveau du point de rejet. Le rapport fourni présente une comparaison des conditions de prélèvements entre le matériel de Bevac et celui de l'exploitant (volume prélevé, débit, pH, température des enceintes...). Les écarts apparaissent conformes aux spécifications fixées, excepté pour la température qui apparaît légèrement supérieur à 7°C. Bevac est accrédité pour réaliser les échantillonnages en application de la norme FD T 90-523-2 (accréditation n°1-5590 valide jusqu'au 30/09/2023). Il sous-traite les analyses auprès du laboratoire agréé Eurofins St Etienne, qui sous-traite ensuite une partie des analyses aux autres laboratoires du groupe en fonction des paramètres et des agréments.</p> <p>Pour rappel, l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise :</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p> <p>La totalité des analyses effectuées dans le cadre de la surveillance du site (prélèvements réalisés par Sigvaris + prélèvement annuel réalisé par Bevac) est réalisée par un laboratoire agréé. Aussi, dans ces conditions, pour la partie "analyses", le contrôle externe de recalage ne s'applique pas.</p> <p>Pour le cas des prélèvements, celui effectué par Bevac permet de satisfaire à la prescription de l'article 58 de l'arrêté ministériel et constitue un contrôle de recalage aux prélèvements effectués par l'exploitant.</p> <p>Cette analyse annuelle Bevac permet également de répondre à la prescription de l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2022 réglementant les rejets du site et qui impose une analyse portant sur 19 paramètres (intégrant les 9 paramètres visés par une autosurveillance) une fois par an par un organisme agréé.</p>
Observation : L'exploitant doit veiller à ce que la température de l'enceinte du préleveur automatique reste dans la plage de conformité (4°C +/- 3°C selon rapport Bevac)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Suivi inspection 2022

Référence réglementaire : Rapport du 25/03/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022 - Moyens de lutte contre l'incendie, défense incendie, débit d'eau disponible (observation) L'exploitant doit s'assurer que le débit mesuré en 2013 est toujours disponible. Sous un délai de 1 mois, il sollicitera les services concernés par la gestion des poteaux incendie afin de disposer des résultats d'une mesure récente.
Constats : Par courrier daté du 30 juin 2022, l'exploitant a apporté des éléments justifiant du débit de deux poteaux implantés sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon (essais réalisés en octobre 2020, 60 m3/h par poteau, poteaux PI 45 et PI 46). A cette date, il n'avait pas obtenu les données relatives au poteau situé sur la commune de St Just St Rambert. Par courrier électronique du 15 mai 2023, il a adressé à l'inspection un courrier daté de juin 2022 provenant de la mairie de St Just St Rambert et mentionnant un débit max du poteau PI 99 de 42 m3/h. En considérant le volume de la réserve incendie de 750 m3, le débit total disponible pour la défense incendie sur 2 heures est de $120 + 120 + 84 + 750 = 1074 \text{ m}^3 > 1020 \text{ m}^3$ prescrits par l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2011. Les informations communiquées ne permettent toutefois pas de savoir si les débits annoncés pour les poteaux incendie sont des débits de fonctionnement en simultané.
Observations : Lors de la prochaine mise à jour des documents justifiant des débits des poteaux incendie, l'exploitant veillera à disposer des valeurs correspondant à un fonctionnement en simultané.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Rapport du 25/03/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivi inspection 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction (observation) : <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection une note de calcul justifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume d'effluents à retenir en cas d'incendie, - le volume de rétention disponible.
<p>Constats : Par courrier daté du 30 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une note de calcul datée d'avril 2013 indiquant que le volume à mettre en rétention en cas d'incendie est de 1024 m3 et précisant les travaux à mettre en œuvre pour pouvoir contenir ce volume (en particulier, rehaussement de bordures), - une facture de mars 2014 pour l'installation d'un obturateur, - une attestation d'achèvement de travaux de l'entreprise SPTP destinée à l'agence de l'eau Loire Bretagne. <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, il a été indiqué à l'exploitant que la note de calcul du volume à retenir comporte des imprécisions : elle prend en compte uniquement 4 m3 de produits liquides stockés et ne considère pas un évènement pluvieux (10 l/m²) sur les surfaces imperméabilisées raccordées (cf instruction technique D9A).</p> <p>Par courrier électronique daté du 11 mai 2023, l'exploitant a fourni une mise à jour de cette note de calcul. En considérant l'évènement pluvieux prévu par l'instruction D9A et 60 m3 de produits liquides, le volume à retenir est de 1245 m3, inférieur à la capacité totale disponible de 1265 m3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet